

3337  
Vers de nouveaux foyers de guerre?

## MENACES sur l'Europe et les Balkans

**L**A Corée retient toujours une grande partie des activités diplomatiques après l'apparente détente qui ne saurait, pour autant, faire croire à des concessions réciproques. Des concessions, l'histoire l'a montré, ne sont souhaitées de part et d'autre que pour gagner du temps et pour éviter que la fatalité des événements prenne le pas sur les activités « raisonnées » des gouvernements.

La guerre continue, militaire et diplomatique, et ce qui est révélateur c'est que lorsque les troupes américaines ou chinoises progressent, les diplomates des deux blocs, freinés par la 3<sup>e</sup> position asiatique (Indes et pays arabes), présentent leur argumentation en considération des progrès militaires.

Un fait caractéristique : Américains et Sino-Soviétiques se renvoient la balle au sujet de la responsabilité du drame de Corée. Ici, l'agresseur est le Coréen soviétique et le Chinois qui lui prête main-forte, en face l'agresseur c'est l'Américain emporté par son désir de puissance. Ce qui est certain, c'est que les agresseurs sont des deux côtés. La stratégie américaine englobe dans le système de défense de l'hémisphère américain la Corée comme base tactique très avancée, ensuite Formose et le Japon, puis tout le système insulaire de l'océan Pacifique qui, en arc de cercle, comprend les Aléoutiennes, Pearl Harbour, les îles Marianne, l'archipel Bismarck, l'archipel des îles Hawaï, les Philippines, et ce, jusqu'en Afrique du Sud.

Dans la stratégie sino-soviétique, la Corée toute entière libérée des « agresseurs américains », c'est les mains libres pour sauter sur les premières îles japonaises et, de là, suivre la poussée japonaise de 1941 vers les mers du Sud, aux îles à pétrole, textile et caoutchouc...

L'agression est donc bien partagée. Si l'un des agresseurs a commencé l'agression, l'autre, après avoir préparé l'agression, a riposté, ce qui prouve que les intentions de l'un et de l'autre étaient aussi ténèbres, mais, vis-à-vis de l'opinion mondiale, il fallait se donner un masque d'« agressé », de victime, qui ne fait que se défendre et qui, de ce fait, doit avoir derrière elle l'apport moral de l'opinion tout entière.

Le 38<sup>e</sup> parallèle est de nouveau presque atteint par les « forces des Nations Unies ». Le commandement chinois va-t-il s'en tenir là et « lais-

ser tomber » l'histoire de Corée qui est un morceau dur à avaler ? La situation intérieure de la Chine commande-t-elle d'en finir, sans « percer la face », en présentant l'offensive chinoise du mois dernier comme une auto-protection des centrales du Yalu à caractère punitif ? D'un autre côté, Mac Arthur aura-t-il les ordres d'interpréter le ramollissement des forces chinoises comme le moment opportun d'une poussée mécanisée ? Ce vétérant ne peut durer longtemps. D'autre part, les 300.000 soldats du Viet-Minh, équipés d'armes américaines, japonaises et chinoises, ont devant eux les 420.000 hommes de Lattre de Tassigny, bien armés, ce qui présume une guerre encore longue, où le sang coule depuis cinq ans.

(Suite page 2, col. 5.)

## LES GANGSTERS DE LYON n'ont rien de commun avec le Mouvement Anarchiste Espagnol

**Machination policière de grand style, appuyée par des journalistes infâmes, déjà déjouée !**

**L**A population a appris avec stupeur par la grande presse à gages, que l'attaque du fourgon postal de Lyon et la tuerie qui s'en est suivie, avaient pour auteurs le « parti anarchiste espagnol ». Comme l'immense majorité des travailleurs de France connaît et estime les travailleurs espagnols, il a fallu que les officines policières et les journaux bourgeois rivalisent de mensonges et de procédés indignes pour es-

sayer d'accréditer cette affirmation que les organisations anarchistes espagnoles vivent de « hold up ».

Le « Libertaire » est aujourd'hui en mesure de faire toute la lumière sur cette affaire.

### LES FAITS

1<sup>o</sup> Les auteurs du « hold up » de Lyon n'appartenaient pas à la C.N.T. d'Espagne en exil et ne sont en aucun cas membres d'une organisation anarchiste. On peut se demander à la suite de quelles pressions les inculpés ont été amenés à se recommander de la C.N.T. et de la F.A.I.

La C.N.T. est une organisation qui contrôle en France 25.000 travailleurs espagnols, dont chacun peut prouver ses ressources. Ces milliers d'ouvriers des mines et des barrages (parfois 50 % de l'effectif ouvrier) sont-ils des gangsters ? Autant sans doute que 5.000 des leurs morts dans les camps d'Hitler !

La C.N.T. a cours de son congrès de 47 et dans maintes circulaires confidentielles a manifesté son opposition à tout procédé relevant du gangstérisme. Lorsqu'elle a pu les identifier, elle a, imitant en cela les groupes anarchistes exilés, exclu de son sein les « brebis galeuses », la plupart du temps agents de Franco, et infiltré dans le mouvement anarchiste espagnol pour le compromettre aux yeux du peuple français des actes de droit commun.

Dès la semaine dernière, un rapport précis en ce sens, avec témoignages (circulaires confidentielles, comptes rendus, etc...) a été remis à des journalistes, des hommes politiques, afin que — s'ils sont de bonne foi — justice soit rendue à nos camarades.

La C.N.T., le mouvement anarchiste espagnol, condamnent l'attentat meurtrier de Lyon et ne s'insurgent en rien contre le fait que la police française poursuive des criminels de droit commun et leurs complices. Mais la police française, trop heureuse de trouver enfin, après 10 ans de séjour paisible ou marqué d'actes d'hostilité au totalitarisme (opposition à Vichy, résistance), l'occasion de nuire au mouvement anarchiste international, s'efforce de confondre quelques malfrats avec une organisation parfaitement connue, et dont la tenu à l'égard des autorités françaises a toujours été parfaitement correcte.

2<sup>o</sup> Pour cela, dès les premières heures, on arrête, perquisitionne, interroge, brutalise. Plus de 2.000 Espagnols de la région de Lyon sont victimes des procédures policières, et pas seulement les anarchistes : tout ce qui est espagnol est suspecté (on voit ici la volonté de jouer sur la xénophobie de quelques milieux français). Quelques Espagnols sont arrêtés comme complices... parce qu'ils avouent connaître plus ou moins les coupables. Or, chacun sait que dans les meilleurs émigrés, vivant, repliés sur eux-mêmes, tous se connaissent dans une même ville, même entre adversaires politiques.

Plus encore, la police, franchissant délibérément les limites du judiciaire, entre sans hésitation dans la politique — elle s'en vante — arrête plusieurs membres de la direction de la C.N.T. espagnole en exil et en maintient deux en état d'arrestation. Or, ces hommes sont l'image même de l'intégrité. Celui sur lequel on s'acharne, Jose Peirats, a toujours et personnellement condamné les actes à caractère d'agression et son passé est garanti de sa parfaite moralité. C'est cet homme, un des plus purs des nôtres, que la police complaint faire passer pour l'instigateur du hold-up de Lyon : elle ne pouvait plus mal tomber.

(Suite page 2, col. 1.)

## LES 100 FR. DU « LIB »...

# Pourquoi hésiter ?

L'action que mène, depuis 1945, la FEDERATION ANARCHISTE, n'a pas été sans lui attirer de nombreuses sympathies. En toute occasion, nous découvrons autour de nous des hommes qui suivent avec attention nos efforts perséverants pour dégager et diffuser la VERITE REVOLUTIONNAIRE. Dans tous les milieux, des gens de toute condition ont compris que si la Fédération Anarchiste n'avait pas encore polarisé les « masses », elle méritait d'être considérée comme une force d'avenir. Des ouvriers, des étudiants, des intellectuels, des travailleurs, parmi lesquels l'élite d'organisations diverses reconnaissent, aujourd'hui, la logique de nos positions.

Dès lors, comment expliquer le refus de participation active à notre action propre, l'absence apparente du souci de coordination qui caractérise certains des éléments qui nous sont proches ?

Il semble, dès l'abord, que les jugements portés sur le caractère de notre organisation ne soient formulés que d'après l'appréciation du militantisme dans une organisation quelconque. L'individu évolué, à notre époque, craint autant l'enrégimentation que la confusion, et il conçoit en général le militant comme le soldat d'une cause voué à la mutilation de sa personnalité en vue de la réalisation de desseins « supérieurs ». Parfois même, le seul qualificatif de militant évoque l'image d'un esclave aveugle réduit à des tâches ingrates et que les impératifs de l'action immédiate ont conduit à l'oubli des buts fondamentaux qu'il s'était initialement fixés...

Certains, dans une perspective différente, posent surtout la question de l'efficacité. S'interrogeant sans trêve sur les chances de réussite de notre mouvement, animés d'un doute perpétuel, ils sont réduits à réprimer sans cesse leurs velléités de combat.

Nous reconnaîtrons volontiers la légitimité de telles inquiétudes et nous n'hésiterons pas à affirmer que pour ne pas les avoir éprouvées, nombreux sont ceux qui se sont engagés dans des voies stériles. Qu'il nous soit permis, cependant, de redresser, en ce qui nous concerne, certaines erreurs :

S'il est vrai que l'adhésion à la Fédération Anarchiste implique l'acceptation de certains devoirs et la soumission à certaines tâches essentielles, il ne s'ensuit pas qu'il s'agisse là d'une mutilation de notre être et d'une négation de notre idéal. Selon nous, en effet, on ne peut militier valablement que dans des conditions qui permettent l'épanouissement de l'individu par ses contacts avec ses frères de combat, ainsi que son approfondissement perpétuel de l'idéologie qui est la nôtre, à la lumière des événements. Le militant anarchiste peut donc être considéré, non pas comme un robot dont la tâche est de « mettre des pieds en marche en direction de la Révolution », mais comme un individu s'efforçant d'atteindre un équilibre, compte tenu des impératifs humains de tous ordres, qui lui permettra de promouvoir dans les esprits, l'adhésion à des valeurs nouvelles.

Pour ce qui est de la fameuse question de l'efficacité, le militant anarchiste, aussi bien que le militant d'importe quelle autre organisation, ne peut, honnêtement, avoir une certitude absolue de succès. Il lui est cependant permis d'estimer que si l'analyse anarchiste de l'évolution sociale n'est pas erronée, il parviendra à trouver des méthodes susceptibles d'être fécondes, car correspondant aux réalités, et que, somme toute, le moyen unique de sauvegarder certaines valeurs reste le combat social, auquel seuls les lâches peuvent avoir l'illusion d'échapper.

Les considérations que nous venons de développer ne nous empêcheront pas de constater que les éléments auxquels nous faisons allusion, n'ont pas été sans ressentir l'aggravation progressive de la situation autant sur le plan social que diplomatique et que rien ne nous permet d'affirmer que cette vision objective des événements ne les incitera pas, enfin, à participer à l'action collective et concrète que préconise la Fédération Anarchiste : La POSITION 3<sup>e</sup> FRONT que nous nous sommes acharnés à préciser et à nuancer a encore augmenté notre audience et, déjà, nous pouvons avoir la certitude que nous serons entendus, que notre action sera puissante, si chacun d'entre nous, militant, sympathisant ou lecteur de ce journal, sait mesurer ses responsabilités.

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 255  
VENDREDI 9 FEVRIER 1951  
LE NUMERO : 15 francs

Fondé en 1895 par Louise

MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE  
ANARCHISTE »

## LE REARMEMENT cause de corruption et de misère

**N**OUS sommes en plein dans l'engrenage du réarmement, les hausses récentes et continues en témoignent. La guerre est une opération payée intégralement par les travailleurs. Les événements illustrent ce point de vue et les déclarations réitérées des « politiques » sur les sacrifices indispensables sont sham-tiques.

La classe ouvrière écrasée par le climat de guerre qui surnoisse se développe et empoisonne l'atmosphère n'a pas les réflexes indispensables pour « contrer » la politique générale du gouvernement qui prend un soin minutieux de tous ses engagements souscrits dans le cadre du pacte Atlantique Nord.

Dans la situation déterminée par la rafale des matières premières, la spéculation, les stocks clandestins, la rarefaction artificielle des denrées de base, les économistes de « grande valeur » parlent d'une action possible sur les prix grâce à une politique gouvernementale devant agir sur les cré-

dits. Là, deux positions. Les uns disent : « En coupant les crédits bancaires on empêche le financement de marchandises stockées ». Les autres : « Malheur ! qu'allez-vous faire. Il faut du crédit parce que les entreprises ont une trésorerie à sec. Les taxes, la Sécurité sociale, la hausse d'impôts, tout cela nous met en pleine difficulté ».

Allez sortir de cet engrenage dans lequel le capitalisme et l'Etat nous insèrent, allez sortir de ce dédale économique en restant accroché à l'idée que tout peut s'arranger si les maîtres de la production et de la distribution le veulent.

On nous dit que le bateaux a augmenté, la ménagère paie son escapade et sa cotolette plus cher qu'en novembre 1950, mais ce n'est la faute de personne. C'est la saison qui veut ça parce que dans les fins et les débuts d'années il y a peu de bon bœuf d'hiver.

Si le veau est cher, continuent les « économistes » c'est qu'il est plus profitable au producteur de « faire » du lait que de nourrir de jeunes animaux, on peut toujours expliquer et légitimer le fait que la misère s'accroît.

Vous vous plaignez de l'exagération des prix de charcuterie ? L'économiste répond : « Le porc est cher parce que pendant un an, il fut bon marché et que de ce fait les producteurs se sont débarrassé de leurs tristes. Maintenant, il y a peu de porcelets, c'est donc le consommateur qui doit payer, payer cette merveille que l'on appelle les fluctuations de l'offre et de la demande, l'abondance étant une catastrophe. »

Et ce qui est valable pour la viande, les pour les produits de crémierie, d'épicerie, pour l'habillement, la bonneterie, la chaussure et les immenses produits industriels et commerciaux qui, malgré les difficultés de débouchés ont subi des variations à la hausse. Car il est évident que les 3 millions de salariés qui gagnent moins de 15.000 francs ne peuvent pas acheter grand-chose avec leurs 500 fr. par jour.

Le Conseil du Patronat, lui, estime que les travailleurs ne doivent pas se plaindre. Le coût de la vie, dit-il, a augmenté de 34 %, les salaires de 45,88 %. C'est à en ottre une « crise de nerfs ». Ces messieurs qui dépendent des fortunes à la roulette, au baccara ou bien en clips, rivières de diamant pour la daigne de leur cœur, estiment que 15.939 francs cela suffit pour un

## Sept noirs électrocutés aux U.S.A. !

**A**insi ils ont osé ! Sept hommes ont été conduits à la mort, non à cause de leurs opinions ou de leurs actions, mais bien par suite de la couleur de leur peau, de leur appartenance à une race d'êtres dans lequel il n'y a pas d'avenir pour la prospérité et la démocratie américaine. Pas une preuve n'a pu être apportée par les juges racistes. La victime elle-même s'est récusée lorsqu'il lui a fallu reconnaître ses présumés agresseurs et déposer qu'elle n'a pas été agressée.

Toutes les protestations sont restées vaines. Du monde entier des télégrammes ont afflué vers Battle, gouverneur

de l'Etat de Virginie et Vinson, président de la Cour Suprême des Etats-Unis. Mais ceux-ci ont déclaré qu'ils ne faisaient pas devant la « Propagande », faite autour de leur forfait. Et donc, il est faible...

LA FEDERATION ANARCHISTE elle aussi a tenu à intercéder en faveur des victimes, à exprimer son indignation devant l'impudique de telles exécutions qui sont plus fréquentes qu'aucune autre dans ce pays d'capitalisme et système qui favorise l'assassinat de toutes les haines.

Nous avons adressé à l'ambassade des Etats-Unis à Paris, un télégramme dont voici le texte :

AMBASSADE ETATS-UNIS PARIS  
2, avenue Gabriel

Fédération Anarchiste Française proteste énergiquement contre inique exécution noirs MARTINSVILLE, forfait digne crimes fascistes.

L'opinion publique ne doit pas laisser ce nouveau crime s'accomplir. De toutes parts, et dès aujourd'hui, la protestation doit s'élever. Il faut que les racistes américains sentent le poids de leur infamie, IL FAUT QU'ILS RECULENT !

## ÉLECTIONS EN ALGÉRIE

**L**es bateaux s'agitent sur les trente électeurs. Sur les journaux, le dernier discours de Truman ou de Staline, et le crime du jour se sont rétrécis pour faire place aux promesses mirabolantes des charlatans en quête d'une banquette à l'Assemblée algérienne dont sonne l'heure du renouvellement partiel. L'Algérie va voter; quand ces lignes paraîtront, les jeux seront faits... Et tout continuera comme par le passé. Les Agrariens au pouvoir, vinassiers et céréaliculteurs continueront de défendre leurs intérêts de maîtres de la glèbe. Avocats et professeurs en rupture de barreau ou de chaire auront trouvé un nouvel auditoire. Quelques échallons staliniens — il faut de tout pour faire un monde — défendront les intérêts du prolétariat et de la hiérar-

chie réunis. Quelques nationalistes bourgeois ou maraboutiques, passés, Allah sait comme, à travers des urnes à double fond, continueront de bercer leurs rêves de République algérienne, fromagère, à l'imitation des grandes œuvres françaises ou égyptiennes.

Et le mineur de Kenadza, le dockeur d'Alger ou d'Oran, le fellah de la Mitidja continueront de peliner en prose aux flics et au minimum vital. Entrepreneurs et architectes pomperont dans les misérables crédits destinés aux constructions scolaires, leur dîme redoutable. Le Proconsul ira discouvrir et plastronner, d'inauguration en inauguration à seule fin de permettre aux actualités françaises de parler de « mission civile » de la mère patrie ».

Quel bilan présenteront les membres sortants ? Il est bref : les communes mixtes des territoires du Sud maintiennent sous l'arbitraire militaire, la Sécurité sociale sabotée du fait de sa non-application aux travailleurs agricoles (1/4 de la population algérienne, 2/3 du prolétariat), la scolarisation de 90 % des enfants compromise par d'insuffisants crédits, et tout à l'avantage.

Projets : par la voix autorisée du président Flinnois, retour de France où il était allé aux ordres, nous apprenons que l'Algérie devra participer à l'effort de « Défense de l'Occident » en comprimant les dépenses sociales du budget au profit des forces militaires.

D'ailleurs, qu'est cette Assemblée ? Son pouvoir : Le gouverneur général est responsable de ses actes devant le gouvernement de la République (article 4 du Statut). Ses initiatives : sous peine de dissolution, l'Assemblée est dans l'obligation de voter le budget établi par le G. G. sous contrôle du ministère de l'Intérieur (art. 46 et 21).

Sur mode d'élection : basé sur la discrimination raciale : deux collèges : un musulman, un européen ; des élus : préfabriqués par la conjugaison des urnes truquées, des comptes rendus malicieux, des pressions et répressions politiques.

Ainsi, tarée comme les Parlements nationaux, de plus, étroitement limitée en ses attributions, élue par fraude et corruption, dominée par une majorité agraire (70 délégués totalisant 200.000 ha), l'Assemblée algérienne est une caricature de Parlement, comme le Parlement est une caricature de « démocratie ».

## LES GANGSTERS DE LYON

(Suite de la première page)

Alors, furieuse de ses bêtises, elle laisse la suite du travail à la presse servile ou plus spécialement à France-Sud, le spécial depuis quelque temps dans la colonie anti-anarchiste, et à l'*"Aurore"*, le journal de chantage viciste-gaulliste-française. Et cette presse d'informer que Peirats est ce vagabond, cet homme louché arrivé il y a peu de lointains pays.

Et comme cela est un peu risqué tout de même, de salir un homme d'intégrité qui peut et sait se défendre, on lui prête les déclarations les plus fantaisistes (et après quelques procès d'interrogatoire) : on fait dire à Peirats que la F.A.I. n'est autre que ce petit groupe de gangsters et d'indésirables que les groupes anarchistes ont, les premiers pourtant rejeté de leur sein, suivis en cela par la C.N.T.

3<sup>e</sup> Part, c'est le suicide du chef de la bande. Et quelle conclusion en tirent la police et la *"journalisme"* ? C'est que l'homme n'est qu'un pour ne pas parler, pour ne pas avouer que la politique a mené le jeu ! Comme si c'était la première fois qu'un chef de gang se suicide parce qu'il sait qu'il est perdu...

On pourrait se demander aussi comment cette F.A.I. si secrète et si puissante a pu fabriquer un instant au point de ne pouvoir cacher un des siens, et comment elle a pu préférer se compromettre en le laissant se suicider ou se rendre !

### LES CONCLUSIONS

Le procédé d'assimilation auquel ont recours la police et la presse pourrie, pour si réputant qu'il soit, a une guerre été efficace puisque déjà la machination est déjouée.

Il faut que le Gouvernement et le Parlement reculent devant l'ignominie et déjà un certain nombre de leurs membres se sont émus.

Ou bien alors condamner tous les mouvements : tous reculent en leur sein des provocateurs et des irresponsables qu'ils cherchent à éliminer et si on ne peut reprocher à une organisation les actes de quelques-uns de ses membres agissant en contradiction avec les décisions de cette organisation, encore moins peut-on lui reprocher les actes de ceux qu'elle ignore ou qu'elle a rejetés. Assi-

mile-t-on toute la Résistance aux criminels du procès de Troyes ?

Mais l'hésitation des hautes autorités est conséquence surtout de l'attitude de tous les anarchistes. A eux de faire éclater la vérité comme leur journal le fait aujourd'hui.

Il nous faut dénoncer aussi, à côté du procédé d'assimilation, l'objectif excitant à la haine des étrangers. Et l'on choisit le mouvement anarchiste espagnol, non seulement parce qu'il est vaillant et puissant, mais parce qu'on sait qu'une certaine couche de la population est prête à dans les étrangers les pourvoeux du crime.

Il nous faut dénoncer enfin et surtout les immenses raisons politiques de la machination policière : le soutien de Franco, la servilité à l'égard de Washington, la volonté de briser l'internationale anarchiste.

A la Fédération Anarchiste de France de démontrer que les travailleurs espagnols sont partout appréciés et aimés, de rappeler qu'ils ont été les premiers résistants, dès 1936, de rappeler leurs sacrifices passés et de citer leurs actes d'héroïsme d'aujourd'hui, dans la résistance contre Franco, de montrer aux moins ouverts des nos compatriotes que les pires crimes ont souvent pour auteurs des Français de bonne race — les journaux ne peuvent tout cacher —, de montrer enfin que l'affaire de Lyon n'a été qu'un prétexte pour certains secteurs de la politique de montrer leur bonne volonté à Franco, peut-être pour obtenir l'ouverture de la frontière en cas de retraite précipitée ou pour complaire aux maîtres de Washington.

Les militants de la F.A. n'auront de cesse que les membres de la C.N.T. — non les coupables — soient libérés, que justice soit rendue à la C.N.T. et à la F.A.I. Ils mettront tout en œuvre pour cela. Cela aussi est un combat 3<sup>e</sup> FRONT, un combat révolutionnaire.

Vivent la F.A.I. et ses héros !

Le Comité National

de la Fédération Anarchiste

de France.

## LES LEÇONS DU COMMUNISME CHINOIS

(Suite de la première page)

céréales pour les années de disette, endiguement de fleuves, creusement de canaux, maintien de routes en état). Les travailleurs pour ces entreprises sont évidemment prélevés dans le réservoir paysan lui-même, et traités en esclaves dont la vie n'a aucune valeur, ainsi que l'armée. Mais la fonction essentielle est remplie : l'insuffisance paysanne est compensée par un appareil bureaucratique totalitaire, ce qui, d'ailleurs, n'a pas été obtenu sans effort. L'empereur et ses secrétaires et ministres, et qui tentent à transformer le fonctionnaire en propriétaire foncier par l'accaparement des terres, le mandarin en honbare, le capitaine en chef de bande indépendant. Cette tendance, dans le passé chinois, est irrésistible. Mais son danger principal c'est que, lorsque le fonctionnaire expulse petit à petit le paysan pour s'empare de la terre, il diminue la production agricole, il fait échapper le sol à l'impôt grâce auquel vit le système bu-

reaucratique, il crée des bandes de paysans affamés, déracinés, qui rentent peu sûres les campagnes et les routes. Plus d'impôt, plus d'argent pour payer les troupes, qui, à leur tour, passent au banditisme, pour payer les fonctionnaires, qui cessent de reconnaître l'autorité impériale pour exécuter les grands travaux pour contenir les barbares aux frontières. L'empereur se divise en principaux rivales, qui se font la guerre : la famine est endémique, les épidémies règnent, et les barbares se lancent à la curée. L'empereur s'effondre au milieu des massacres et de l'indifférence générale.

Après des années, des dizaines d'années de chaos, de dépeuplement, de mort du poing, quelque conquérant réunit en ses mains impayables une puissance suffisante pour faire régner sa volonté sur l'empire, briser ses concurrents, lever l'impôt. Et chose essentielle, il frappe le mal social : la racine en opérant une réforme agraire, en restituant la terre au paysan. De nouveau, la bureaucratie est assise sur la base solide de l'impôt, de l'obéissance paysanne, du « soldat-laboureur » et de nouveau elle dégénère. Telle est la puissance de la nécessité qui la modèle au pouvoir, que des dynasties barbares se sinisent absolument en quelques dizaines d'années, employant les mêmes méthodes, les mêmes lettrés, se réclamant des mêmes textes que leurs prédecesseurs.

Ce schéma éternel de l'évolution explique que la Chine éduque partiellement la nature du communisme chinois. Nous serons certes moins absurdes que cette vision citée dans la *Documentation française* : « Pour certains historiens, l'avènement du communisme se situe logiquement dans le cadre historique de la Chine et les leaders du P.C.C. (1) ne seraient que les héritiers des anciens hommes des Marches du Nord-Ouest (Shensi-Shansi) « terré impérial » — Tai-Tsong, fondateur de la dynastie mandchoue — dont l'intervention mettait fin aux périodes de désagrégation et de décentralisation politique qui marquaient en Chine la fin de chaque dynastie (2). En fait, les leaders du P.C.C. ne sont pas que les héritiers des anciens fondateurs de dynastie, mais ils sont aussi cela.

Nous retrouvons en effet, à la base de l'affondrement de l'ordre politique que de la dictature de Tchang Kai-Tchék et du Kuomintang, les traits inseparables de l'affondrement de chaque dynastie passée : un profond malaise agraire, une corruption bureaucratique inouïe. En ce qui concerne le partage du sol et ses proportions, le partage du sol et ses proportions inégalités qui, sur la base d'une technique comparable, ont toujours conduit aux catastrophes, voici quelques chiffres pour l'année 1934 (3) : 5% de la terre appartenaient à au plus moins de 5.500 exploitations de paysans riches et les propriétaires usagers et les usagers qui ont pris une grande ampleur. Cependant, le P.C.C. continue à rechercher l'alliance des paysans riches contre les propriétaires féodaux, à cause de la crise de la production. C'est cette contradiction qui amène la chute de la République Soviétique de Chine Méridionale en 1934 : le chantage de la paysannerie riche empêche les Communistes de procéder à une réforme agraire efficace, et donc de conquérir une base de masses.

Or, en 1927, le parti de la bourgeoisie, le Kuomintang, déclenche, une régression contre le communisme qui est chassé des villes. Désormais, l'activité communiste se concentre sur les campagnes, la composition radicalement, les paysans apportent avec eux leurs traditions historiques propres : habitude du travail clandestin dans les sociétés secrètes traditionnelles de révoltes armées contre les propriétaires fonciers, méfiance envers les idéologies abstraites (6). Le Communisme, durant cette période 1927-1935 devient de plus en plus spécifiquement chinois. Il cherche à utiliser les mouvements révolutionnaires spontanés de sociétés secrètes paysannes contre les propriétaires fonciers usagers et les usagers qui ont pris une grande ampleur. Cependant, le P.C.C. continue à rechercher l'alliance des paysans riches contre les propriétaires féodaux, à cause de la crise de la production. C'est cette contradiction qui amène la chute de la République Soviétique de Chine Méridionale en 1934 : le chantage de la paysannerie riche empêche les Communistes de procéder à une réforme agraire efficace, et donc de conquérir une base de masses.

En 1936, après une marche inouïe de 10.000 kilomètres qui dura plus d'un an, les armées communistes, à composition paysanne, occupent la

province du Shensi, au Nord-Ouest. Le régime s'y implante solidement parce qu'une amélioration du sort paysan pouvait y être obtenue sans se heurter à une résistance désespérée de la paysannerie riche : le Shensi est semi-désertique et possède de vastes terres en friche, le problème crucial n'était donc pas la partage des terres, mais une réduction du taux de fermage, à laquelle procéder les Communistes. Des mesures d'assainissement, d'allégement fiscal, de crédit agricole, de création de coopératives, développement de la surface cultivée, les récoltes, et fait du P.C.C. un parti soutenu par les paysans aisés qui n'y voient aucun empêchement au développement de leur richesse. C'est le Shensi qui formera la solide base de conquête de la Chine au travers de la lutte contre les nationalistes et les Japonais, le tremplin du triomphe de Mao-Tse-Tung.

On remarquera donc combien le P.C.C., dans son histoire, en vient à trouver ses forces profondes dans celles de la paysannerie, dans une liaison intime avec une solution réaliste, anti-dogmatique, du problème agraire. Il joue la rôle essentiel de tous les restaurateurs de l'unité chinoise. Il nous reste à voir comment, tout en accompagnant la tradition, il la dépassera et la contredit : comment, ayant pris appui sur la paysannerie traditionnelle, il se tourne vers l'industrialisation.

René MICHEL.

(1) Parti Communiste Chinois, nous emploierons cette abréviation.

(2) Notes et études documentaires du 29 juin 1949.

(3) Maslennikov : *La Chine*, Moscou 1930.

(4) Kovalev, dans la Revue « L'Economie mondiale », de Moscou, n° 7, 1947.

## Un entrepreneur sans gêne

M. Mirouze, entrepreneur du Bâtiment, demeure rue de la Colonne, n° 8 bis, embauche des ouvriers (travaillers de n'importe quel âge, profession ou nationalité) dans des conditions tout à fait régulières. Ce qui n'est pas normal, c'est la façon dont il agit à leur égard.

D'abord, si ce monsieur parvient à leur payer la première quinzaine, pour les suivantes.. c'est une autre chose, car sous prétexte que le propriétaire de la maison en construction ne lui a pas délivré de fonds, il nous fait attendre 15 jours, un, deux, trois mois, etc. etc. A la fin il n'y a pas un travailleur quelqu'il il ne soit redébrouillé jusqu'à 70.000 francs. Une bagatelle pour un ouvrier, n'est-ce pas ?

Mais, ce qui est le plus « drôle », c'est que ce monsieur avait, au mois de septembre 1950, une maison à lui en construction, rue Saint-Bruno, n° 2, à Toulouse, et lorsque nous lui demandons de nous avancer un peu d'argent, il nous répond qu'il n'a pas *son* sous... Allons-nous permettre que l'on nous trompe comme cela ?

A. E.

### MOUVEMENT LIBERTAIRE NORD-AFRICAIN

Toute la correspondance, les articles pour la rubrique coloniale du « Lib », doivent être adressés à Doukhan, 6, rue du Roussillon, Alger.

## Nouveaux foyers de guerre ?

(Suite de la première page.)

Il semble maintenant qu'un nouveau foyer de guerre va s'ajouter aux deux foyers de guerre asiatiques :

Les répressions soviétiques en Hongrie, Bulgarie, Roumanie, pour éliminer « le virus titiste », la mise en place d'une masse de manoeuvre de 660.000 hommes, pourvus d'un grand nombre de chars, d'autos blindées et de camions armés, et la pression de cette force militaire aux frontières grecques, turques et yougoslaves sont là des indices qui n'invitent pas aux hymnes des Combattants de la Paix.

Ce n'est pas par hasard qu'Eisenhower demande que les troupes américaines stationnées en Europe soient portées de 2 à 6, auxquelles vont s'ajouter 15 divisions d'active françaises considérées comme une contribution « encourageante ». Le réarmement allemand (après les spectaculaires libérations avec restitution de leurs biens, des magnats de la grosse métallurgie allemande, berceau de l'hitlerisme) est ralenti, sur les conseils de la diplomatie anglaise, pour ne pas « provoquer » la puissance soviétique. Ainsi, l'échiquier mondial est lourd de nouveaux drames.

Après la Corée, l'Indochine : guerres ouvertes avec croissance des effectifs des deux côtés ; l'Allemagne et les Balkans, foyers latents avec gros préparatifs et mise en place fiévreuse « de forces efficaces ».

### FACE AUX NOUVELLES ETAPES :

### 3<sup>e</sup> FRONT

Se peut-il que les classes ouvrières

### On nous communique :

### ETUDES SOCIALES

14 FEVRIER 1951

### CHOPE DU COMBAT

20 h. 30 (sous-sol)

### METRO : FABIEN

### Histoire

### du Mouvement Anarchiste

par J. Maïtron

Secrétaire général de l'Institut Français d'Histoire sociale

13<sup>e</sup> REGION  
NICE  
15 FEVRIER 1951  
CAFE DE LYON  
Un regard sur la Jeunesse libre

## Les 100 firs du "Lib"

Stien .....	300	J.C.V. à Hure .....	350	José .....	50	Cahn .....	200
G. P. Martin .....	300	Domangé .....	300	Rémy .....	400	Grd-Père .....	105
R. Berthet .....	200	G. Toulouse .....	600	Tricheux .....	400	Courtois .....	500
Jacquelin .....	400	Blin G. ....	100	Paco .....	200	Baudouin .....	200
Bonye .....	200	Un Nazair. ....	700	Duplessis .....	250	G. Boulogne .....	700
Astaldi .....	200	Nouvelon. ....	100	Lasfargues .....	400	Monagut .....	50
P. Guillaud .....	155	...	...	...	...	...	...
Guy .....	1.100	Sintoni .....	1.000	Dhermy .....	100	Chauhan. ....	400
Malra .....	200	Gis. Nestre M. ....	100	Bourgeois .....	200	A. Laumière .....	100
Belperron .....	200	Dumas .....	100	Dauphan .....	300	Bachal. ....	1.000
P. et C. ....	400	G. Lapeyre .....	100	Paris Cam. ....	400	Bagus .....	60
Gonar .....	85	Jules .....	100	Rigal .....	100	Boucheny .....	70
Un. Franc. ....	100	G.N.T. ....	200	Dubois .....	125	Portier .....	225
P. Desirier .....	300	HX-UNO. ....	135	...	...	...	...
F. Valbeuf .....	100	Mireu .....	200	...	...	...	...
Bonnel .....	300	Durat .....	200	liste 70-68 .....	1.134	Tourne H. ....	100
Guittion .....	300	...	...	...	...	...	...

# CULTURE ET RÉVOLUTION

Un pionnier : FRANCISCO FERRER

## Théorie et pratique de l'Education nouvelle

Allant plus loin encore, Ferrer, dans son amer ressentiment devant la pauvreté et l'ignorance des travailleurs espagnols, enseignait explicitement aux enfants que le système capitaliste et l'inégalité distribution des richesses étaient mauvaises, que le gouvernement politique formait la racine de tous les maux, et que le militarisme constituait un crime contre l'humanité. Inutile de dire qu'il n'existe aucun livre de classe orienté selon ces maximes, de sorte que Ferrer dut en faire rédiger de spéciaux pour l'occasion. Il s'adressa, entre autres, à Elisée Reclus et à Jean Grave, qui s'empressèrent de le satisfaire. Bientôt une maison d'édition de premier ordre fut créée avec un plein succès et distribua des ouvrages de propagande et de vulgarisation, excédant de loin les besoins des écoles modernes.

Mais, plus grave peut-être, se faisait sentir le manque d'éducateurs capables de pratiquer les méthodes nouvelles. Ferrer, qui ne laissait rien au hasard, ouvrit une Ecole normale rationaliste pour former ses propres cadres d'instituteurs. Elle travaillait comme annexe à l'*Escuela Moderna* de Barcelone, en coopération avec les cadres enseignants déjà en fonction. Chemin faisant, elle prit l'aspect et les proportions d'une véritable « Université populaire ». Des son origine, l'Ecole moderne de Ferrer s'était préoccupée des adultes : elle se proposait l'instruction du peuple. Tous les dimanches, il y avait donc des cours spéciaux pour adultes, et, le soir, des conférences contradictoires où les parents et les enfants étaient invités — à la façon des écoles anarchistes ou socialistes — du dimanche qui existent aujourd'hui en Angleterre.

### VALEUR ACTUELLE DES IDEES DE FERRER

L'étonnant dans les idées de Ferrer sur l'éducation, c'est qu'une bonne part d'entre elles ont conservé leur valeur. Son unique ouvrage pédagogique « Origine et idéal de l'Ecole moderne » demeure très utile pour l'éducateur d'aujourd'hui et pour tous ceux qui s'intéressent à la liberté dans l'école. Une bonne part des critiques adressées par Ferrer aux systèmes pédagogiques en vigueur de son temps sont en effet toujours valables, ce qui démontre assez la lenteur de nos progrès. Par contre, certains aspects positifs ont aussi, et il est bien des traits de son système que nous aurions approuvés à l'époque, mais que nous pouvons critiquer aujourd'hui en tant qu'anarchistes tourne vers l'avenir.

Un de ces traits, c'est l'hégémonie accordée à « science sur l'ensemble des études. En fait, ce se reproche s'adresse moins à Ferrer lui-même qu'aux temps où il vivait, époque où tant de penseurs d'avant-garde étaient persuadés qu'il suffisait d'inculquer au peuple des vérités scientifiques pour qu'il les mit en application, et construisit la cité du Bonheur. Nous qui vivons en des temps où le savoir scientifique est au pincé, et qui nous voyons plus loin que jamais d'une société heureuse et libre, nous sommes en droit de trouver cette foi un peu naïve.

Certainement, Ferrer s'est préoccupé trop exclusivement du côté intellectuel de l'éducation. Il s'est trop attaché à la connaissance livresque et cérébrale et trop peu aux arts de création et généralement aux aspects émotionnels de l'éducation. Mais, là encore, Ferrer ne peut être blâmé comme entièrement responsable de cette erreur, vu l'ignorance où se trouvait son époque tout entière en matière de psychologie appliquée.

### LES ABUS DU DOGMATISME

Le plus grand défaut du système Ferrer était son caractère dogmatique. Comme nous l'avons vu, Ferrer enseignait aux enfants que le système capitaliste était mauvais, que le gouvernement politique était la racine de tous les maux, et que le militarisme était un crime contre l'humanité. Ce sont là d'admirables sentiments ! Mais la question qui se pose ici pour les partisans de l'éducation libre est la suivante. Enseigner tout cela au

nom de la science, est-ce justifiable d'un point de vue pédagogique ? Est-ce psychologiquement sain et utile ? Sans mal doute, Ferrer est arrivé à faire admettre aux enfants ses propres croyances, tout aussi bien que les Jésuites, ses prédecesseurs et rivaux, parvenaient à imposer les leurs ; mais, hélas, toujours à l'état de vérité à priori ! L'enfant recevait ces notions tout élaborées, au lieu de juger par lui-même. Le fait apparaît clairement lorsqu'on consulte les notes et les devoirs des élèves de Ferrer. Dans son petit livre, celui-ci consacre tout un chapitre à deux extraits de ce genre, et c'est un document des plus frappants. Certaines rédactions d'enfants sont absolument au-dessus de l'âge et de l'expérience enfantine, et l'on ne peut que répéter à leur sujet le verdict du libre-penseur Mocabé : « C'est l'école des paroissiens ! Ces enfants réciteront leur catéchisme. A coup sûr, les enfants d'une école complètement libre n'écriront pas comme cela... »

Aussi bien, Ferrer n'avait-il pas la prétention d'avoir fondé l'école idéale, ni d'avoir prononcé le dernier mot en matière d'éducation. Au contraire, il avait dit : « L'*Escuela Moderna* n'est pas le type partiel de l'école future, mais elle en est le précurseur ; nous pensons avoir fait le meilleur usage des moyens dont nous disposons ». A cela, rien à objecter ; Ferrer est sans nul doute une des pionnières de l'éducation nouvelle ; et ce n'est pas seulement l'Espagne qui lui doit beaucoup. Le courage avec lequel il a fait face aux difficultés les plus accablantes, dans le milieu le plus difficile et contre les persécutions combinées de l'Eglise et de l'Etat, sera pour toujours un trésor d'inspiration pour les éducateurs du monde entier. Et finalement, Ferrer a donné sa vie pour la cause.

### LE SUPREME MESSAGE DE FERRER

La place nous manque pour raconter l'histoire de Ferrer, pourchassé et

juridiquement assassiné par les puissances réactionnaires. Mais elle a été dite dans tout son tragique détail, avec beaucoup de compréhension et de sympathie par Joseph Mocabé dans *The Martyrdom of Ferrer*, et par William Archer dans *The Life, Trial and Death of Francisco Ferrer*. En octobre 1909, Ferrer fut face égal au peloton d'exécution dans les fossés de Montjuich, et cria aux soldats : « Visez bien, mes enfants ; ce n'est pas votre faute, je suis innocent. Vive l'Ecole !... »

*Vive l'Ecole !* Ces mots furent étouffés par la fusillade : mais l'esprit qui les anima ne peut être étouffé. Il n'a pu être anéanti par l'Eglise réactionnaire ni par les politiciens corrompus. Ni fascisme ni communisme n'en pourront venir à bout. La vie et la mort de Francisco Ferrer pousseront les hommes de demain à éléver les écoles dont il rêvait et qu'il a aidé à créer : les écoles de l'avenir où les enfants crottent en liberté pour connaître les peines et les joies de la création, et se rendre capables de bâtrir la société paisible, juste et libre que nous désirions tous.

Tom EARLY (Freedom, Londres). Traduction A. PRUNIER.

## LES LIVRES

### LA REVOLTE DES ECRIVAINS

ES Editions Corréa, dans la collection « Mise au point », nous ont offert cette étude de R. M. Alberès consacrée à l'œuvre des écrivains d'aujourd'hui.

Par une analyse philosophique et sociologique à la fois, l'auteur nous démontre à travers les œuvres de Malraux, Camus, Aragon, Bernanos, Anouïl et

## “LA REVOLUTION SANS ETAT”:

### Délinquance

Nous commençons aujourd'hui la publication d'un nouveau chapitre de l'Etude de Gaston Leval sur « La révolution sans Etat » traitant du problème souvent mal analysé des asociaux. L'auteur aborde notamment la question cruciale de la constitution d'un appareil de défense sociale en société libertaire.

Aujourd'hui, pour bien des gens, l'Etat préserve la société contre les délinquants, c'est-à-dire contre les actes antisociaux, contre les individus qui, ne voulant pas s'adapter aux normes générales établies pour qu'une société soit viable, ne voulant pas se plier à la loi commune du travail, ou exerçant sur les autres des actes de violence individuelle, causent, d'une façon ou d'une autre, des préjudices à leurs semblables.

L'Etat disparu, qui se chargerait de défendre la société contre ces hommes ? Qui défendra les groupes de producteurs contre ceux qui ne voudront pas se plier à la loi du travail ? Contre ceux qui, habitués à vivre aux dépens des autres, auront recours au vol à main armé, à l'escroquerie, au cambriolage, au meurtre, à l'assassinat ?

Que ferons-nous du salaire, des parents qui brutalisent leurs enfants, de ceux qui émettent soit de la fausse monnaie, soit de faux carnets de consommation, soit de fausses cartes de travail ? De ceux qui prendront d'assaut les magasins de distribution pour emporter des vivres, qui trafiqueront avec les marchandises rares, qui saboteront l'instauration du nouveau régime

par l'incendie et la destruction systématique des biens ?

Nous ne pouvons pas, et nous devons pas fermer les yeux devant ces difficultés que seule la hauteur morale dans laquelle ils planteront a empêché des hommes comme Kropotkin et Reclus de voir avec toute la force de leur

réalisation.

Mais ceux qui ont vécu ailleurs que dans le cabinet du savant ou que dans les milieux idéalistes réunissant les meilleurs des hommes sur lesquels les individus d'élite exercent une influence qui éblouit leurs semblables au-dessus d'eux-mêmes, ceux qui, connaissant la variété de types humains et d'attitudes humaines devant la vie, sont bien obligés de penser que la race des parasites légaux et illégaux ne disparaîtra pas du jour au lendemain. Cependant, nous ne croyons pas que la lutte contre ce dérèglement implique la nécessité de maintenir l'Etat.

Car, avant de justifier l'existence de l'Etat pour protéger la société contre les asociaux et leurs actes antisociaux, il faudrait commencer par se demander si l'Etat lui-même n'est pas la source la plus importante de vol, de spoliation, d'escroquerie, de meurtres, de parasitisme auprès desquels les vols, les spoliations, les escroqueries, les meurtres et le parasitisme privés ne sont que jeux d'enfants.

Supposons, par exemple, qu'en France tous les actes illégaux (escroquerie, cambriolage, vol à main armée, vol à tire, etc.) représentent actuellement, ce qui nous semble beaucoup, une valeur d'un milliard de francs par an. S'est-on demandé ce que coûte la justice, tout l'appareil judiciaire et de répression ? Avant la guerre, l'Etat prélevait environ pour ses dépenses, 40 pour 100 de revenu national. Nous avons vu qu'en moyenne 75 pour 100 du budget étaient dépensés pour des finances administratives, pour des forces armées, pour la guerre, pour le législatif ou pour la police. Et par la force dont il administre les choses, la majorité des 25 pour 100 appliquées à des fins utiles étaient aussi dilapidée. Qui sait, à côté de ces chiffres, la part, comparativement infime, que les illégaux et les parasites en prennent leurs risques, à la société ?

Un des phénomènes les plus curieux de la psychologie sociale actuelle est de voir comment l'attention de la plupart des hommes se centre sur le délinquant illégal et oublie le délinquant légal, officiel ou abruti derrière les forces officielles, simplement parce que l'Etat le protège ou parce qu'il est

un exemple, qu'en

France tous les actes illégaux (escroquerie, cambriolage, vol à main armée, vol à tire, etc.) représentent actuellement, ce qui nous semble beaucoup, une valeur d'un milliard de francs par an. S'est-on demandé ce que coûte la justice, tout l'appareil judiciaire et de répression ? Avant la guerre, l'Etat prélevait environ pour ses dépenses, 40 pour 100 de revenu national. Nous avons vu qu'en moyenne 75 pour 100 du budget étaient dépensés pour des finances administratives, pour la guerre, pour le législatif ou pour la police. Et par la force dont il administre les choses, la majorité des 25 pour 100 appliquées à des fins utiles étaient aussi dilapidée. Qui sait, à côté de ces chiffres, la part, comparativement infime, que les illégaux et les parasites en prennent leurs risques, à la société ?

Un des phénomènes les plus curieux de la psychologie sociale actuelle est de voir comment l'attention de la plupart des hommes se centre sur le délinquant illégal et oublie le délinquant légal, officiel ou abruti derrière les forces officielles, simplement parce que l'Etat le protège ou parce qu'il est

un exemple, qu'en

France tous les actes illégaux (escroquerie, cambriolage, vol à main armée, vol à tire, etc.) représentent actuellement, ce qui nous semble beaucoup, une valeur d'un milliard de francs par an. S'est-on demandé ce que coûte la justice, tout l'appareil judiciaire et de répression ? Avant la guerre, l'Etat prélevait environ pour ses dépenses, 40 pour 100 de revenu national. Nous avons vu qu'en moyenne 75 pour 100 du budget étaient dépensés pour des finances administratives, pour la guerre, pour le législatif ou pour la police. Et par la force dont il administre les choses, la majorité des 25 pour 100 appliquées à des fins utiles étaient aussi dilapidée. Qui sait, à côté de ces chiffres, la part, comparativement infime, que les illégaux et les parasites en prennent leurs risques, à la société ?

Un des phénomènes les plus curieux de la psychologie sociale actuelle est de voir comment l'attention de la plupart des hommes se centre sur le délinquant illégal et oublie le délinquant légal, officiel ou abruti derrière les forces officielles, simplement parce que l'Etat le protège ou parce qu'il est

un exemple, qu'en

France tous les actes illégaux (escroquerie, cambriolage, vol à main armée, vol à tire, etc.) représentent actuellement, ce qui nous semble beaucoup, une valeur d'un milliard de francs par an. S'est-on demandé ce que coûte la justice, tout l'appareil judiciaire et de répression ? Avant la guerre, l'Etat prélevait environ pour ses dépenses, 40 pour 100 de revenu national. Nous avons vu qu'en moyenne 75 pour 100 du budget étaient dépensés pour des finances administratives, pour la guerre, pour le législatif ou pour la police. Et par la force dont il administre les choses, la majorité des 25 pour 100 appliquées à des fins utiles étaient aussi dilapidée. Qui sait, à côté de ces chiffres, la part, comparativement infime, que les illégaux et les parasites en prennent leurs risques, à la société ?

Un des phénomènes les plus curieux de la psychologie sociale actuelle est de voir comment l'attention de la plupart des hommes se centre sur le délinquant illégal et oublie le délinquant légal, officiel ou abruti derrière les forces officielles, simplement parce que l'Etat le protège ou parce qu'il est

un exemple, qu'en

France tous les actes illégaux (escroquerie, cambriolage, vol à main armée, vol à tire, etc.) représentent actuellement, ce qui nous semble beaucoup, une valeur d'un milliard de francs par an. S'est-on demandé ce que coûte la justice, tout l'appareil judiciaire et de répression ? Avant la guerre, l'Etat prélevait environ pour ses dépenses, 40 pour 100 de revenu national. Nous avons vu qu'en moyenne 75 pour 100 du budget étaient dépensés pour des finances administratives, pour la guerre, pour le législatif ou pour la police. Et par la force dont il administre les choses, la majorité des 25 pour 100 appliquées à des fins utiles étaient aussi dilapidée. Qui sait, à côté de ces chiffres, la part, comparativement infime, que les illégaux et les parasites en prennent leurs risques, à la société ?

Un des phénomènes les plus curieux de la psychologie sociale actuelle est de voir comment l'attention de la plupart des hommes se centre sur le délinquant illégal et oublie le délinquant légal, officiel ou abruti derrière les forces officielles, simplement parce que l'Etat le protège ou parce qu'il est

un exemple, qu'en

France tous les actes illégaux (escroquerie, cambriolage, vol à main armée, vol à tire, etc.) représentent actuellement, ce qui nous semble beaucoup, une valeur d'un milliard de francs par an. S'est-on demandé ce que coûte la justice, tout l'appareil judiciaire et de répression ? Avant la guerre, l'Etat prélevait environ pour ses dépenses, 40 pour 100 de revenu national. Nous avons vu qu'en moyenne 75 pour 100 du budget étaient dépensés pour des finances administratives, pour la guerre, pour le législatif ou pour la police. Et par la force dont il administre les choses, la majorité des 25 pour 100 appliquées à des fins utiles étaient aussi dilapidée. Qui sait, à côté de ces chiffres, la part, comparativement infime, que les illégaux et les parasites en prennent leurs risques, à la société ?

Un des phénomènes les plus curieux de la psychologie sociale actuelle est de voir comment l'attention de la plupart des hommes se centre sur le délinquant illégal et oublie le délinquant légal, officiel ou abruti derrière les forces officielles, simplement parce que l'Etat le protège ou parce qu'il est

un exemple, qu'en

France tous les actes illégaux (escroquerie, cambriolage, vol à main armée, vol à tire, etc.) représentent actuellement, ce qui nous semble beaucoup, une valeur d'un milliard de francs par an. S'est-on demandé ce que coûte la justice, tout l'appareil judiciaire et de répression ? Avant la guerre, l'Etat prélevait environ pour ses dépenses, 40 pour 100 de revenu national. Nous avons vu qu'en moyenne 75 pour 100 du budget étaient dépensés pour des finances administratives, pour la guerre, pour le législatif ou pour la police. Et par la force dont il administre les choses, la majorité des 25 pour 100 appliquées à des fins utiles étaient aussi dilapidée. Qui sait, à côté de ces chiffres, la part, comparativement infime, que les illégaux et les parasites en prennent leurs risques, à la société ?

Un des phénomènes les plus curieux de la psychologie sociale actuelle est de voir comment l'attention de la plupart des hommes se centre sur le délinquant illégal et oublie le délinquant légal, officiel ou abruti derrière les forces officielles, simplement parce que l'Etat le protège ou parce qu'il est

un exemple, qu'en

France tous les actes illégaux (escroquerie, cambriolage, vol à main armée, vol à tire, etc.) représentent actuellement, ce qui nous semble beaucoup, une valeur d'un milliard de francs par an. S'est-on demandé ce que coûte la justice, tout l'appareil judiciaire et de répression ? Avant la guerre, l'Etat prélevait environ pour ses dépenses, 40 pour 100 de revenu national. Nous avons vu qu'en moyenne 75 pour 100 du budget étaient dépensés pour des finances administratives, pour la guerre, pour le législatif ou pour la police. Et par la force dont il administre les choses, la majorité des 25 pour 100 appliquées à des fins utiles étaient aussi dilapidée. Qui sait, à côté de ces chiffres, la part, comparativement infime, que les illégaux et les parasites en prennent leurs risques, à la société ?

Un des phénomènes les plus curieux de la psychologie sociale actuelle est de voir comment l'attention de la plupart des hommes se centre sur le délinquant illégal et oublie le délinquant légal, officiel ou abruti derrière les forces officielles, simplement parce que l'Etat le protège ou parce qu'il est

un exemple, qu'en

France tous les actes illégaux (escroquerie, cambriolage, vol à main armée, vol à tire, etc.) représentent actuellement, ce qui nous semble beaucoup, une valeur d'un milliard de francs par an. S'est-on demandé ce que coûte la justice, tout l'appareil judiciaire et de répression ? Avant la guerre, l'Etat prélevait environ pour ses dépenses, 40 pour 100 de revenu national. Nous avons vu qu'en moyenne 75 pour 100 du budget étaient dépensés pour des finances administratives, pour la guerre, pour le législatif ou pour la police. Et par la force dont il administre les choses, la majorité des 25 pour 100 appliquées à des fins utiles étaient aussi dilapidée. Qui sait, à côté de ces chiffres, la part, comparativement infime, que les illégaux et les parasites en prennent leurs risques, à la société ?

Un des phénomènes les plus curieux de la psychologie sociale actuelle est de voir comment l'attention de la plupart des hommes se centre sur le délinquant illégal et

En pays minier

# Grève suspendue

**L**ORSQUE nous avons appris, le 1<sup>er</sup> février, la suspension de l'ordre de grève par les dirigeants de Force Ouvrière, nous n'avons pas été surpris outre mesure. C'est avec circonspection, en effet, que nous avons examiné l'attitude de ces syndicalistes qui étaient employés en atermoiements durant plus de trois mois, sans résultat aucun. Avouons cependant notre déception en ce qui concerne la réaction des mineurs eux-mêmes. Face à l'intransigeance gouvernementale et à l'opportunisme des dirigeants syndicaux, l'on pouvait espérer un sursaut d'énergie et de fierté de la part des travailleurs. Or, si les syndiqués de F.O., ni ceux de la C.G.T., n'ont pris sur eux de déclencher l'action qui s'imposait, et il semble que la plupart d'entre eux se satisfassent des marchandages gouvernementaux, qui, comme il se doit, traînent en longueur.

Le 3 février, l'on apprenait qu'une « nouvelle entrevue avait lieu, en fin d'après-midi, au ministère de l'Industrie et du Commerce, en présence de M. Louvel, entre les représentants du bureau fédéral des mineurs F.O. et ceux de la direction des Charbonnages de France. Les discussions se poursuivront encore lundi matin et lundi après-midi.

« Selon les déclarations des responsables F.O., les pourparlers évoluent de façon satisfaisante. Rappelons que les propositions syndicales représentent une augmentation globale de près de 11 milliards 500 millions.

« Cependant, si un accord pouvait intervenir sur cette base, il convient de souligner que la décision définitive sera prise par le prochain Conseil des Ministres, et que jusque là l'ordre de grève n'est que suspendu ».

Cependant, le 6 février, des réticences se faisaient sentir. Devant le recul de la grève, les membres du Gouvernement semblaient estimer qu'il devient inutile d'accorder plus qu'une aumône. C'est ainsi que la presse écrivait :

« Les laborieux pourparlers repris mercredi, à la veille du déclenchement de la grève dans les mines, entre la Fédération F.O. des mineurs d'une part, le ministère de l'Industrie et du Commerce et la Direction des Charbonnages de France d'autre part, ont abouti hier à un accord. Celui-ci portera sur une augmentation globale des salaires voisine de 13 milliards.

« Cela serait un beau succès s'il n'y avait un malus. En effet, cet accord doit être soumis demain au Conseil des Ministres et il ne semble pas que M. Petech soit très disposé à l'accepter ».

Le refus de l'action qui s'est manifesté le 1<sup>er</sup> février est significatif. Sur le plan des organisations, il pourra bien s'être agi de l'assouvissement d'une rivalité : F.O. a tenu à mettre la C.G.T. au pied du mur. Si la C.G.T. n'avait réagi, il était facile de la dénoncer comme « briseuse de grève », si elle acceptait, il était non moins facile de suspendre l'ordre de grève. Ce qui fut fait et avait l'avantage d'améliorer les relations avec les autorités...

Mais il est un autre aspect à la question qui nous laisse supposer que l'éventualité d'une grève reste cependant à envisager : Les conditions de vie des mineurs empêtent de jour en jour et le fait qu'ils ne soient pas entrés dans la lutte à l'instigation de centrales dévalorisées, n'implique pas forcément un manque de combativité irrémédiable.

Notre tâche sera précisément de promouvoir un mouvement, sur la base de l'unité ouvrière qui permettrait aux mineurs d'entrer dans la lutte sans réserves mentales et sur des objectifs dont ils auraient déterminé eux-mêmes la valeur.

Il n'est pas possible que les mineurs aient dit leur dernier mot, n'en déplaise à ces messieurs les syndicaux.

Charles DEVANCON.

## Revue de la Presse

Le problème de l'unité syndicale aiguise abondamment les colonnes de la presse ouvrière :

### CHEZ LES GAULLISTES...

Pour « Travail et Liberté », organes des chartistes de la C.T.I., il est urgent de « refaire le syndicalisme ». « La faillite du syndicalisme français traditionnel, dit en substance l'éducationaliste, a pour origine ses propres erreurs, et surtout la pérénité de ses mythes, sa rupture totale et quasi-permanente avec la réalité... Alors parlons de la faillite de ce syndicalisme traditionnel, de cette école française ou, successivement, les gauchistes, les anarchistes, la bureaucratie faînante et les Staliniens ont déposé leurs démagogies et leurs principes destructeurs, mais ne parlons pas de la faillite générale du syndicalisme... »

Et l'éditorialiste conclut en affirmant la volonté des hommes groupés à la C.T.I. de rechercher les matériaux avec lesquels il sera possible de refaire un syndicalisme nouveau. Sans toutefois aller plus avant dans son exposition. Cette imprécision, que nous savons prémeditée, cache les réserves mentales des dirigeants de la C.T.I. pour lesquels « un syndicalisme authentiquement français une France forte, libre et heureuse, pour le pain, la paix et la liberté » (« Travail et Liberté » dixit) soit le contre-pied naturel des « démagogies » et des « excès » du syndicalisme traditionnel.

### ...LES UNITAIRES...

C'est encore sur le problème de l'unité syndicale, que se penche avec passion Maurice Joyeux, dans les colonnes de l'« Unité » (organes des Comités d'action pour la démocratie et la liberté syndicale) :

« L'Unité est un organisme où l'on abandonne, les uns après les autres, les principes qui sont une entrée à l'absorption de son école de sacristie » du mouvement syndical, Joyeux ajoute au terme de son article :

« L'Unité n'est pas l'unité des autres, les uns après les autres, les principes qui sont une entrée à l'absorption de son école de sacristie » du mouvement syndical, Joyeux ajoute au terme de son article :

« L'Unité est une réaction qui consiste, non plus à « trahir » l'organisation pour la mettre à la portée de tous, mais à l'affirmer sur des positions traditionnelles et à gagner des adhérents à ces positions. Si l'unité au lieu d'être un abandon des principes pour recoller les individus, est la reconquête des individus aux principes alors l'unité est souhaitable. Elle n'est plus l'unité de tous pour rien. Elle est l'unité des syndicalistes ! ».

### ...LES AUTONOMES...

L'opinion du « Métal Auto » (F.N.S.A.), est différente. Dans son article intitulé « Illusions et espoirs », Sékeré écrit :

« Si nous ne présentons pas, sur le plan national ou officiel, la force numérique d'une « grande centrale », du moins, sur le plan régional, là où les autorités existent, nous sommes une force morale, et très souvent numérique, avec laquelle on ne peut pas ne pas compter. Notre raison d'être n'est que plus démontrée. Si un jour l'unification du mouvement syndical se réalise, elle ne pourra pas avoir d'autres pôles d'attraction, d'autres promoteurs que les autonomes ».

### ...FORCE OUVRIERE...

Dans les « Nouvelles Internationales » André Lafond analyse (?) les tendances existantes à F.O.

« En gros, citons deux tendances. Celle de l'anarchosyndicalisme qui repousse toutes les propositions de modification de transformation progressive dans la structure capitaliste, pour déclarer la gestion directe des travailleurs, en utilisant l'action directe pour la réaliser ». Et enfin « Celle des réformistes partisans d'une planification qui, par étapes successives, s'oppose au capitalisme, le déposséder de ses moyens d'action et permettre l'amélioration constante du sort des salariés, en même temps qu'ils se formeront pour l'exercice des responsabilités économiques ».

Si l'« analyse » de Lafond est pour le moins hâtive. Qui sont-ils, ces anarchosyndicalistes qui repoussent toute modification ? Serait-ce les cam-

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

## Les CADRES SYNDICAUX et la REVENDICATION

## DÉMOCRATIE SYNDICALE

seraient les premiers à être cloués au pilier.

Ils le savent très bien ! Mais ils spéculent sur leur conviction que les « communistes » ne prendront jamais ce pouvoir. Et quand les plus hauts dirigeants seront exterminés, il leur restera assez de souplesse pour s'adapter avec une évidente bonne foi à de nouvelles situations.

Chez les réformistes, l'affaire ne se présente pas de la même manière. On a souvent dit que Force Ouvrière est inféodée à la S.F.I.O. C'est vrai et ça ne l'est pas. C'est vrai dans la mesure où Force Ouvrière calque ses revendications et son orientation sur la politique du P.S. Il existe aussi, par ailleurs, un lien de sympathie entre les dirigeants socialistes et les bureaucraties de F.O. Cette affinité a permis dans bien des cas l'apaisement de divergences secondaires, il est vrai. Mais puisque F.O. bénéficie de la cote d'amour des socialistes, ne représente-t-elle pas son aile « gauche » ? Elle peut — quand ses intérêts le commandent — faire pression sur la S.F.I.O. et lui rappeler que rien ne saurait être fait sans son consentement et surtout sans sa PARTICIPATION. Si, pour des besoins électoraux, le Parti socialiste requiert l'assistance de Force ouvrière celle-ci demande en contre-partie — point n'est besoin de contrat — de participer aux institutions dites « sociales », fief de préférence des bureaucraties du mouvement ouvrier. C'est en ce sens que F.O. conserve quelques indépendances.

Il n'est pas nécessaire d'ajouter que la tactique et les possibilités sont homologuées à la C.F.T.C. ou à la C.T.I.

Par rapport au gouvernement, les méthodes sont tout aussi variées, mais n'en procèdent pas moins du même esprit : la défense de la caste des bureaucraties. Et parfois même au-dessus des divergences doctrinaires s'exerce une solidarité entre les différents clans. Le Front Populaire, ou la C.G.T., d'après la « libération », en sont des témoignages irrécusables.

Quand l'on a saisi ce manège, on devine aisément quelle sont les mobiles qui justifient les grèves dont on rebat les oreilles depuis un mois. Il s'agit pour toute centrale de montrer au gouvernement que l'on tient en main une bonne partie de la classe ouvrière, et les voilà cités à l'ordre de l'action, jusqu'au jour où une maladresse impardonnable les conduira à l'excommunication. Le tout est de savoir d'où vient le vent, et prévoir suffisamment à l'avance, les pirouettes du grand maître. Certains d'entre eux, même parmi les plus cotés, savent pertinemment que si le P.C.F. obtenait le pouvoir absolu, il

pour le cadre syndicaliste stalinien, la possibilité de faire pression sur les monarches du Parti. Ou les effectifs contrôlés par ces cadres, ne marchent pas, et le travail restant à faire, leur fonction est légitimée, ou bien alors ils dirigent avec succès les mouvements sociaux, et les voilà cités à l'ordre de l'action, jusqu'au jour où une maladie impardonnable les conduira à l'excommunication. Le tout est de savoir d'où vient le vent, et prévoir suffisamment à l'avance, les pirouettes du grand maître. Certains d'entre eux, même parmi les plus cotés, savent pertinemment que si le P.C.F. obtient le pouvoir absolu, il

## Syndicale

appelle TOUS les travailleurs à manifester sur les mots d'ordre :

« A bas le fascisme ! Abrogation des décrets fascistes ! A bas le réarmement allemand ! Union pour la paix, pour les salaires ! Pour l'échelle mobile ! ».

Et d'ajouter, avec l'Infaillible pertinence que confèrent une dizaine d'années de dévouement constant à la cause du prolétariat :

« Et le vent de colère qui souffle dans le peuple saura bien le faire triompher ».

Triste réalité Lafond, que ton réformisme qui sapeurait la cause. Ton collègue Botherneau, faisant appel au dirigeance actif, ne cesse-t-il pas ? :

« Pour les raisons de justice sociale (ress...), pour les raisons de paix sociale (ress...), il n'est pas possible que les POUVOIRS PUBLICS RESTENT PASSIFS ».

On qui tu en conviendras, est un procédé singulier pour préparer les travailleurs à l'exercice de responsabilités économiques. Nous ne saurons que trop recommander plus de circonspection... et d'honnêteté.

### ...LES CEGETISTES...

Commentant à sa manière les leçons des mouvements du 12 février 34, Leriche, dans la « Vie Ouvrière »

André PICARD.

## LE COMBAT PAYSAN

### QUAND M. PFLIMLIN PARLE AGRICULTURE

Le 31 janvier, inaugurant le cycle de conférences de la Société des Agriculteurs de France, le fringant Ministre de l'Agriculture, Pierre Pflimlin, est allé de son petit discours.

Beaucoup d'auditeurs : propriétaires fonciers, industriels, officiers subalternes et supérieurs, bâtimenants, courtèbres, Légion d'honneur, etc.

Davant deux micros et en bonne compagnie, le Ministre s'est senti très à l'aise et est entré dans le vif du sujet : « la nécessité d'une agriculture prospère pour le bien-être du pays ». Évidemment il a été question de ventes-saisies et de solaires des ouvriers agricoles. Le Ministre s'est simplement placé à la croisée des chemins entre la politique malthusianiste et la politique d'expansion agricole. Le choix du ministre l'agriculture donc de montrer l'expansion agricole si cette expansion agricole était prônée par l'Etat, n'était pas tout à fait évident. Si non, mais chaque jour en échec à la suite des taxes et au moyen des salaires ouvriers agricoles.

Le 24 janvier à 4 heures du matin, à Antagnac et sur ordre du préfet, C.R.S., gendarmes et policiers en vaste proportion à l'expulsion de métayers Tautède.

Mais M. le Préfet avait pensé à tout sauf que les paysans ont l'habitude de se lever très tôt le matin. Ces derniers, prévenus à temps, eurent tout l'air de réagir. Les gendarmes qui étaient venus étaient enlevés par les forces policières. Ces meubles furent rendus à Tautède tandis que C.R.S. et compagnie battaient en retraite devant l'attitude des cultivateurs.

M. le Préfet n'en est pas encore revenu !

### ACTION DIRECTE CONTRE LES VENTES-SAISIES DANS LE VAUCLUSE

« Nous empêcherons toute vente-saisie d'avoir lieu dans le Vaucluse ».

« Nous ne permettrons pas à l'huissier d'entrer dans nos fermes ».

Tels sont les mots étouffés que les paysans prononcent dans le Vaucluse et leur application a déjà été couronnée de succès notamment à Cavailhon où une vente-saisie n'a pu avoir lieu. Au Petit-Palais, Pernes, à Pertuis et dans maintes localités les paysans sont prêts à faire front.

...ET EN CHARENTE

Les cultivateurs du Sud de la Charente se sont réunis le lundi 5 février à Guizenguerre au domicile de M. Arnould pour empêcher les gendarmes qui étaient venus pour empêcher une vente-saisie. Nous ne connaissons pas encore les résultats.

### LES AGRICULTEURS DU VAR DEVANT L'IMPÔT

Les agriculteurs de La Garde et de la région ont décidé que soient bloquées les feuilles d'impôts concernant les bénéfices viticoles et qu'elles soient retournées à la direction du Var.

« Voilà une forme de lutte contre l'Etat insatiable dont pourraient bien s'inspirer les syndicats ouvriers dits « socialistes » ou « révolutionnaires » qui, ainsi, pleureront moins sur le sort ouvrier et seraient plus agissants.

EST-IL VRAI QUE...

... M. Letourneau, Ministre de la France d'outre-mer M.R.P., a donné licence à MM. Lemaire-Univers et Lescure d'exporter récemment 400.000 quintaux d'arachides ?

Est-il vrai que cette opération a rapporté quelque 280 millions dans la poche de ces deux capitalistes et permis, dans la certitude d'une mesure, l'alignement du prix de l'huile et des tourteaux en France ?

Est-il vrai que M. Pflimlin, Ministre de l'Agriculture, n'a pas

calculé le temps effectif de présence n'est pas intégralement payé.

Les temps accordés étant soumis, en outre, à certaines fluctuations (effectuées toujours dans le même sens évidemment) rien ne garantit pour l'ouvrière payée selon cette méthode le salaire minima appliquée dans la catégorie.

Cet exemple ajouté aux autres arguments qui militent en faveur de la lutte contre ce mode inique de rémunération devrait inciter le personnel de la branche « confection » à lutter d'une manière efficace en vue de sa suppression.

LIER (Lille).

### REDACTION-ADMINISTRATION

Etienne Guillemau, 145, Quai de Valmy Paris-10<sup>e</sup>

### FRANCE-COLONIES

1 AN: 750 FR. — 6 MOIS: 375 FR.

AUTRES PAYS

1 AN: 1.000 FR. — 6 MOIS: 500 FR.

Pour changement d'adresse joindre

25 francs et la dernière bande

La Gérante : P. LAVIN.

Impr. Cent. du Croissant 19. r. du Croissant. Paris

Bien que l'appartenance politique de l'ouvrier Renard, récemment exclu de la C.G.T.-Renard, nous soit connue, il nous a semblé impossible, ne serait-ce que sur le plan de la démocratie que l'on est en droit d'exiger à l'intérieur d'un syndicat, de ne pas nous associer à la protestation des travailleurs de son atelier, que nous reprochons ci-dessous :

A M. LE REDACTEUR  
DE « L'HUMANITE »

Après l'article paru dans l'Humanité au sujet de l'exclusion de RENARD, de la C.G.T., les camarades de l'atelier 62-31, tiennent à protester contre de tels procédés employés au sein de la classe ouvrière. Alors que nous l